



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – CD – 2025 – 160

COMMUNE DE LILLERS

SOCIÉTÉ TEREOS FRANCE

ARRÊTÉ DU 07 JUIL. 2025 D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de M. Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais à compter du 28 avril 2025 ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 25 août 2023, portant nomination de M. François Flahaut en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet du Pas-de-Calais, secrétaire général adjoint de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 18 février 2025 mettant en demeure la société Tereos France, située 100 rue de Verdum 62190 Lillers, de respecter les dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 ;

Vu l'arrêté n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement en date du 18 mars 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 10 avril 2025 ;

Considérant :

- que l'inspection de l'environnement a constaté le 18 mars 2025 que la société Tereos France a respecté les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 18 février 2025 susvisé ;

- qu'il convient donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 18 février 2025 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 18 février 2025 susvisé, pris à l'encontre de la société Tereos France pour le site situé sur la commune de Lillers, **sont abrogées.**

Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Tereos France et dont une copie sera transmise à la mairie de Lillers.

Pour le préfet,
le secrétaire général adjoint,

François Flahaut

Copies destinées à :

- Société Tereos France
- Sous-préfecture de Béthune
- Mairie de Lillers
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD artois)
- Dossier